

Le ministre des Finances s'imagine qu'il peut imputer tous les maux à quelqu'un d'autre: notre inflation est le résultat de la situation aux États-Unis et de la hausse de prix du pétrole en 1978. Or, j'estime quant à moi que cela est faux. Nous sommes le pays le plus doué du monde. Les Canadiens sont des gens énergiques, travailleurs, brillants, mais les politiques du gouvernement causent l'exode de nos ressources les plus précieuses: nos capitaux et nos cerveaux.

C'est ce qui s'est toujours produit dans l'histoire lorsque des gouvernements, devenus tyranniques, ont cessé de stimuler les secteurs créateurs de leur société. Cela s'est fait au cours de dix civilisations et cela se produit encore ici au Canada. Mais cela n'est pas inévitable. Il s'est fait chez nous une prise de conscience et les Canadiens font aussi face à des défis nouveaux, et je demanderais au gouvernement d'en tenir compte. Alors seulement pourrions-nous réussir à transformer le pays et à en faire une société unifiée et laborieuse. Nous devons nous débarrasser de l'assistance publique, de l'énorme budget de l'assurance-chômage et nous remettre au travail, revenir aux études et nous associer à la collectivité mondiale au sein de laquelle nous pourrions jouer un rôle valable.

L'Orateur suppléant (M. Blaker): Avant d'accorder la parole au député de Broadview-Greenwood (M. Rae), la présidence doit s'excuser auprès de lui. J'ai examiné ce qui s'est fait depuis que le débat a commencé à 8 heures et il est parfaitement évident que les porte-parole du parti qui a présenté la motion ont été grandement désavantagés jusqu'ici.

A titre d'explication, il semble qu'au tout début, aucun député à ma droite ne s'est levé pour obtenir le droit de parole. A compter de maintenant et au fur et à mesure que le débat se poursuivra ce soir, moi-même et mes collègues qui occuperons le fauteuil tenterons de rétablir l'équilibre qui peut avoir été faussé plus tôt quand j'ai décidé d'accorder la parole au député de Capilano (M. Huntington).

Je voudrais simplement faire remarquer que si un député d'un parti à ma gauche ou à ma droite, auquel on devrait normalement accorder la parole, ne se lève pas au moment opportun, alors la présidence doit juger qu'il a raté l'occasion qui lui était offerte.

M. Bob Rae (Broadview-Greenwood): Monsieur l'Orateur, j'ai eu l'occasion de parcourir aujourd'hui deux numéros du *Toronto Star*. J'ai lu le deuxième et le quatrième. Dans le deuxième se trouvait un article intitulé: «D'après M. MacEachen, les taux d'intérêt fléchiraient rapidement». Dans le quatrième, auquel la comptine: «Ah, vous dirais-je, maman, ce qui cause mon tourment: ce sont les libéraux!» s'applique fort bien, on pouvait lire un article intitulé: «D'après M. MacEachen, la hausse des taux d'intérêt est inévitable». Voilà la politique libérale et ce qu'en dit le *Toronto Star*.

M. MacEachen: Attendez de lire le numéro suivant.

M. Lalonde: Attendez le cinquième.

M. Rae: Les propos du ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Lalonde) seraient rapportés dans le cinquième numéro du *Toronto Star* et je suis sûr qu'on en parlera à la page éditoriale de demain.

Ce dont nous n'avons pas traité, d'une certaine façon, est la continuité de la politique observée par le ministère des Finan-

La situation économique

ces, la Banque du Canada et le gouvernement du Canada pendant un certain nombre d'années. Cette politique est fondée sur deux hypothèses. Il s'agit—et je n'ai pas l'intention de prononcer ce soir un discours sectaire ni parler de ce qui aurait pu se produire ou non au cours de l'année dernière ou des deux dernières années—d'une politique qu'avait observée le gouvernement du jour, qu'il soit libéral ou conservateur, et selon laquelle le Canada étant une colonie, nos liens avec l'économie américaine sont donc essentiellement de type colonial. C'est un euphémisme pour dire que nos marchés financiers sont étroitement liés entre eux. Si le taux d'escompte américain est à la hausse, le nôtre doit suivre la même voie. La deuxième raison qu'on invoque pour justifier la politique régissant le taux d'escompte national est très simple; la voici: le contrôle de la masse monétaire au moyen du renchérissement du crédit est la solution la plus efficace pour juguler l'inflation.

● (2220)

Ce n'est pas la première occasion qui se présente à la Chambre de discuter de cette question. Ce n'est pas la première fois que nous parlons de la politique monétaire de la Banque du Canada et du gouvernement. Je regrette que le ministre des Finances (M. MacEachen) ne fût pas critique financier à ce moment-là, car il nous aurait sans doute mieux expliqué la portée de la politique libérale—mais la première occasion que nous avons eue c'était l'été dernier, quand le gouverneur Bouey est venu témoigner devant le comité chargé par la Chambre d'étudier les fluctuations des taux d'intérêt. Ce n'est pas la première fois que nous sommes affligés d'un mal pareil. Depuis 15 mois, nous avons subi trois poussées de fièvre semblables. La première est apparue à la fin de l'été et à l'automne au moment où le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie) était ministre des Finances. La deuxième, c'était au moment où le gouvernement libéral a pris le pouvoir, et la troisième, nous la vivons aujourd'hui. Une chose à noter au sujet de ces poussées de fièvre, c'est qu'elles ne sont pas toutes semblables comme on l'a laissé entendre. La montée des taux d'intérêt qui afflige l'économie canadienne comporte un caractère bien particulier. Chaque fois les sommets sont plus élevés et les creux moins profonds. Chaque fois les sommets ont des conséquences de plus en plus graves.

Ce qui m'inquiète surtout c'est que rien n'a bougé. Il n'y a rien dans tout ce que le gouvernement a dit aujourd'hui qui puisse permettre aux Canadiens d'espérer que ce sera différent dans dix, huit ou douze mois d'ici, si l'économie américaine est aux prises avec une maladie semblable ou si les États-Unis décident de poursuivre la même politique. On est certain que la politique canadienne sera exactement la même, mais avec une différence de taille. La différence, et je ne le dis pas dans un esprit de parti mais je reprends simplement ce que de nombreux analystes nous ont déjà dit à propos de ce qui est arrivé la dernière fois, la différence c'est que la prochaine fois, les taux iront encore plus haut. Il y a lieu de se demander si la politique poursuivie jusqu'ici, puisqu'elle a causé trois accès de fièvre sérieux, et si l'imposition de taux sans cesse plus élevés, conjugués à la restriction soutenue de la masse monétaire et à une politique fiscale extrêmement conservatrice, sont des mesures appropriées pour nous extirper de la crise dans laquelle nous sommes enlisés.